ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Σεπτεμβρίου **1953** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **269**

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2620.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμβάσεως περὶ πολιτικῶν δικαιωμάτων τῆς γυναικός, ὑπογραφείσης ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τῇ 1 Ἀπριλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται, καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ ὑπογραφεῖσα τὴν 1ην Ἀπριλίου 1953 Σύμβασις περὶ πολιτικῶν δικαιωμάτων τῆς γυναικός.

Ἡ ἰσχὺς διὰ τὴν Ἑλλάδα τῆς ἐν λόγῳ πράξεως ἧς τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν, ἄρχεται, συμφώνως πρὸς τὸ 6ον ἄρθρον αὐτῆς, τὴν 90ὴν ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἕκτου ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΔΗΜ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, Π. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Λ. ΛΑΜΠΡΙΑΝΙΔΗΣ, Ε. ΓΟΝΗΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΔΗΜΑΡΑΤΟΣ, Σ. ΓΕΩΡΓΟΥΔΗΣ, Λ. ΕΥΤΑΞΙΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Σεπτεμβρίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΠΑΥΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ

CONVENTION SUR LES DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Les Parties contractantes,

Souhaitant mettre en oeuvre le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes contenu dans la Charte des Nations Unies,

Reconnaissant que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, et désirant accorder aux hommes et aux femmes l'égalité dans la jouissance et l'exercice des droits politiques, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant décidé de conclure une convention à cette fin,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article Premier

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination.

Article II

Les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article III

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

Article IV

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

2. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats visés au paragraphe premier de l'article IV.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article VII

Si, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, un Etat formule une réserve à l'un des articles de la présente Convention, le Secrétaire général communiquera le texte de la réserve à tous les Etats qui sont ou qui peuvent devenir parties à cette Convention. Tout Etat qui n'accepte pas ladite réserve peut, dans le délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de cette communication (ou à la date à laquelle il devient partie à la Convention), notifier au Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve. Dans ce cas, la Convention n'entrera pas en vigueur entre ledit Etat et l'Etat qui formule la réserve.

Article VIII

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramènera à moins de six le nombre des Parties.

Article IX

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête de l'une des Parties au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article X

Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV de la présente Convention:

a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article IV,

b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article V,

c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VI,

d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article VII,

e) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article VIII,

f) L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article VIII.

Article XI

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fera parvenir une copie certifiée conforme à tous les Etats Membres et aux Etats non membres visés au paragraphe premier de l'article IV.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New-York, le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois.

Pour L'AFGHANISTAN :

Pour L'ARGENTINE : Avec des réserves à l'article IX
Rudolfo MUNOZ

Pour L'AUSTRALIE :

Pour Le ROYAUME DE BELGIQUE :

Pour La BOLIVIE :
Carmen S.B. DE LOZADA
9 de avril 1953

Pour Le BRÉSIL :

Pour L'UNION BIRMANE :

Pour La RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE :

Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

K. V. KISSELYOV

*Ces réserves sont conçues comme suit:

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.»

Pour Le CANADA :

Pour Le CHILI :
Rudecindo ORTEGA
Gabriela MISTRAL

Pour La CHINE :

Pour La COLOMBIE :

Pour Le COSTA-RICA :
TATTENBACH

Pour CUBA :
Dr. Emilio NUNEZ PORTUONDO

Pour La TCHÉCOSLOVAQUIS :
Sous les réserves* aux articles VII et IX consignées au procès-verbal de signature *
J. NOSEK

Pour Le DANEMARK:

Pour La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :
Joaquin E. SALAZAR
Minerva BERNARDINO

*Ces réserves sont conçues comme suit :

«Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare son désaccord avec la derniàère phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres consignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

«Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Partiee contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'applie cation de la présente Convention sont soumis à la dé cision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et dés clare que la soumission d'un différend à la décision d- la Cour internationale de Justice nécessite, à chaqufois, l'accord de toutes les parties au différend».

Pour L'EQUATEUR :

«Le Gouvernement équatorien a signé la présente Convention, avec une réserve concernant les derniers mots de l'article premier, c'est-à-dire les mots «sans aucune discrimination»; en effet, la Constitution politique de la République, en son article 22 , stipule que «le vote aux élections populaires est obligatoire pour l'homme et facultatif pour la femme».

José V. TRUJILLO

Pour L'EGWPTE :

Pour Le SALVADOR :

Pour L'ETHIOPIE :
Ato Zawde Gabre HEYWOT

Pour La FRANCE :
Sous la réserve * çonsignée au procès-verbal de signature*
M.H. LEFAUCHEUX

Cette réserve est conçue comme suit :

«Le Gouvernement français, eu égard aux coutumes et traditions religieuses existant dans certains territoires, se réserve la faculté de différer l'exécution de la présente Convention en ce qui concerne les femmes résidant dans ces territoires et qui se réclament desdites coutumes et traditions.»

Pour La GRÈCE :
Alexis KYROU
1 avril 1953

Pour Le GUATEMALA:
Avec des réserves concernant l'article IX de la Convention et étant entendu que la Convention s'appliquera, conformément à la Constitution politique nationale, à la femme qui est citoyenne guatémaltèque.
Eduardo CASTILLO ARRIOLA

Pour HA·I·TI :

Pour Le HONDURAS :

Pour L'ISLANDE :

Pour L'INDE :
Avec la réserve ci-après :

«Les dispositions de l'article 3 de la Convention ne seront pas applicables en ce qui concerne le recrutement et les conditions de service dans les forces armées de l'Inde ou dans les forces chargées du maintien de l'ordre public dans l'Inde.»

Rajeshwar DAYAL
Le 29 avril 1953

Pour L'INDONÉSIE :
L.N. PALAR

Pour l'IRAN :

Pour L'IRAN :

Pour L'IRAK :

Pour ISRAEL :
Abba EBAN
April 14, 1953

Pour Le LIBAN :

Pour Le LIBÉRIA :

Pour Le GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

Pour Le MEXIQUE :
Sous réserve des termes de la déclaration* déposée aujourd'hui.
Rafael de la COLINA

*Déclaration:

«Il est expressément entendu que le Gouvernement mexicain ne déposera son instrument de ratification que lorsque sera entrée en vigueur la réforme de la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique,

actuellement en voie d'élaboration, qui a pour objet d'accorder les droits civiques à la femme mexicaine.»

Pour Le ROYAUME DES PAYS-BAS :

Pour La NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour Le NICARAGUA :

Pour Le ROYAUME DE NORVÈGE :

Pour Le PAKISTAN :

Pour Le PANAMA :

Pour Le PARAGUAY :

Pour Le PÉROU :

Pour La RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

Pour La POLOGNE :

Sous les réserves* relatives aux articles VII et IX formulées dans le procès-verbal spécial établi lors de la signature de la présente Convention*.

H. BIRECKI

*Ces réserves sont conçues comme suit:

«Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

«Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sejet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.»

Pour L'ARABIE SAOUDITE:

Pour La SUÈDE :

Pour La SYRIE :

Pour La THAÏLANDE :

Pour La TURQUIE :

Pour La RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE :

1 Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole spécial établi lors de la signature de la présente Convention.

A.M. BARANOVSKY

*Ces réserves sont conçues comme suit:

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend».

Pour L'UNION SUD-AFRICAINE :

Pour L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES :

1 Avec les réserves* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

V.A.ZORINE

*Ces réserves sont conçues comme suit :

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'Etat qui a formulé cette réserve et tous les autres Etats parties à la Convention exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend».

Pour Le ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

Pour Les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Pour L'URUGUAY:

Pour Le VENEZUELA :

Pour Le YÉMEN :

Pour La YOUGOSLAVIE:

Leo MATES

Copie certifiée conforme

Pour le Secrétaire général:

Signature

Directeur principal chargé du Département juridique

ΣΥΜΒΑΣΙΣ
ΠΕΡΙ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΟΣ

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη :

Προτιθέμενα νὰ θέσωσιν εἰς ἐφαρμογὴν τὴν εἰς τὸν Χάρτην τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περιλαμβανομένην ἀρχὴν τῆς ἰσότητος δικαιωμάτων ἀνδρῶν καὶ γυναικῶν,

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι ἕκαστος κέκτηται τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ μέρος εἰς τὴν διακυβέρνησιν τῆς χώρας του ἀπ' εὐθείας ἢ μέσῳ ἀντιπροσώπων ἐλευθέρως ἐκλεγομένων, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα τοῦ καταλαμβάνειν, ἐπ' ἴσοις ὅροις δημόσια λειτουργήματα εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των δὲ ὅπως ἐξισώσωσι τὸ καθεστὼς τῶν ἀνδρῶν καὶ τὸ τῶν γυναικῶν ὡς πρὸς τὴν ἀπόλαυσιν καὶ τὴν ἄσκησιν πολιτικῶν δικαιωμάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τὴν Παγκόσμιον Δήλωσιν τῶν Ἀνθρωπίνων Δικαιωμάτων.

Ἀποφασίσαντα ὅπως, ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, συνάψωσι Σύμβασιν, συνωμολόγησαν τὰς κάτωθι διατάξεις :

Ἄρθρον 1.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιοῦνται νὰ ἐκλέγουν εἰς ἁπάσας τὰς ἐκλογὰς ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἄνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 2.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιοῦνται νὰ ἐκλέγωνται εἰς ἅπαντα τὰ δημόσια ἐκλεγόμενα σώματα, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἄνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 3.

Αἱ γυναῖκες θὰ δικαιοῦνται νὰ διορίζονται εἰς δημοσίας θέσεις καὶ νὰ ἀσκῶσιν ἅπαντα τὰ δημόσια λειτουργήματα, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μὲ τοὺς ἄνδρας, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν εἰς οἱονδήποτε μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ οἱονδήποτε ἕτερον Κράτος, πρὸς τὸ ὁποῖον ἀπηυθύνθη σχετικὴ πρόσκλησις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

2. Ἡ Σύμβασις αὕτη θέλει κυρωθῇ καὶ τὰ ὄργανα τῆς κυρώσεως θέλουν κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς προσχώρησιν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ συντελῆται διὰ καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 90ην ἡμέραν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἕκτου ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον Κράτος, κυροῦν ἢ προσχωροῦν εἰς τὴν Σύμβασιν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἕκτου ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 90ην ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς κυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως Κράτος τι διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν σχετικὴν πρὸς οἱονδήποτε ἐκ τῶν ἄρθρων τῆς Συμβάσεως ταύτης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ τὸ κείμενον τῆς ἐπιφυλάξεως εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα τυγχάνουν ἢ δύνανται νὰ καταστοῦν, συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὴν Σύμβασιν. Οἱονδήποτε Κράτος, ἔχον ἀντιρρήσεις ὡς πρὸς τὴν ἐπιφύλαξιν δύναται ἐντὸς διαστήματος 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεως (ἢ κατὰ τὴν ἡμέραν καθ' ἣν θὰ καταστῇ συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν), νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅτι δὲν ἀποδέχεται αὐτήν. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ἡ Σύμβασις δὲν θέλει ἰσχύσῃ μεταξὺ τοῦ Κράτους τούτου καὶ τοῦ Κράτους τοῦ διατυποῦντος τὴν ἐπιφύλαξιν.

Ἄρθρον 8.

1. Οἱονδήποτε Κράτος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ἡ καταγγελία θὰ ἐπιφέρῃ ἀποτέλεσμα ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως.

2. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ παύσῃ ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν θὰ καταστῇ ἀποτελεσματικὴ καταγγελία τις μειοῦσα τὸν ἀριθμὸν τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς ὀλιγώτερα τῶν 6.

Ἄρθρον 9.

Οἱαδήποτε διαφορά, ἥτις ἤθελε γεννηθῇ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναφορικῶς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, καὶ ἥτις δὲν ἤθελε κανονισθῇ διὰ διαπραγματεύσεων, θὰ παραπέμπηται, αἰτήσει παντὸς ἐνδιαφερομένου εἰς τὴν διαφορὰν μέρους, εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον, ἵνα τοῦτο ἀποφανθῇ ἐπ' αὐτῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ ἄλλου τρόπου διακανονισμοῦ.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ ἀνακοινοῖ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως Κράτη μὴ μέλη, τὰ κάτωθι :

α) Τὰς ὑπογραφάς, καὶ τὰ ὄργανα κυρώσεως, τὰ κατατιθέμενα παρ' αὐτῷ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4.

β) Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως, τὰ κατατιθέμενα παρ' αὐτῷ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5.

γ) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἡ Σύμβασις αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6.

δ) Τὰς γνωστοποιήσεις καὶ ἀνακοινώσεις, τὰς ληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7.

ε) Τὰς ἀνακοινώσεις καταγγελίας, τὰς ληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 9.

στ) Τὴν ἐκπνοὴν τῆς Συμβάσεως, συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον 2 τοῦ ἄρθρου 9.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ Σύμβασις αὕτη, ἧς τὰ κείμενα εἰς τὴν Κινεζικήν, Ἀγγλικήν, Γαλλικήν, Ρωσσικὴν καὶ Ἱσπανικὴν τυγχάνουν ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει διαβιβάσῃ κεκυρωμένον ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ Κράτη μὴ μέλη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ ἄρθρου 4.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἥτις ἠνοίχθη πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τῇ 31 Μαρτίου 1953.

Διὰ τὸ ΑΦΓΑΝΙΣΤΑΝ :

Διὰ τὴν ΑΡΓΕΝΤΙΝΗΝ :

Μετὰ ἐπιφυλάξεων εἰς τὸ ἄρθον 9.

ΡΟΔΟΛΦΟ ΜΟΥΝΙΟΖ

Διὰ τὴν ΑΥΣΤΡΑΛΙΑΝ :

Διὰ τὸ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ

Διὰ τὴν ΒΟΛΙΒΙΑΝ :

Καρμὲν Σ. Β. ΝΤΕ ΛΟΖΑΔΑ

9 Ἀπριλίου 1953.

Διὰ τὴν ΒΡΑΖΙΛΙΑΝ :

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῆς ΒΙΡΜΑΝΙΑΣ :

Διὰ τὴν ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΣΙΑΣ :

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9, αἵτινες περιλαμβάνονται εἰς τὸ Πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Κ. Β. ΚΙΣΣΕΛΥΩΦ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἕπεται :

«Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 7 : Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας δηλοῖ ὅτι

διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνιε δὲ ὅτι τὸ νομικὸν ἀποτέλεσμα μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίσταται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξὺ τοῦ διατυπώσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους καὶ ἁπάντων τῶν λοιπῶν Κρατῶν-μερῶν τῆς Συμβάσεως, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος αὐτῆς εἰς ὃ ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 9 : Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευομένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9, δυνάμει τοῦ ὁποίου αἱ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποβάλλονται, αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης καὶ δηλοῖ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει, εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, ἡ συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὸν ΚΑΝΑΔΑΝ

Διὰ τὴν ΧΙΛΗΝ :

Ρουδεσίνδο ΟΡΤΕΓΑ
Γαβριέλλα ΜΙΣΤΡΑΛ.

Διὰ τὴν Κίναν :

Διὰ τὴν ΚΟΛΟΜΒΙΑΝ :

Διὰ τὴν ΚΩΣΤΑ-ΡΙΚΑ :

ΤΑΤΤΕΝΜΠΑΧ

Διὰ τὴν ΚΟΥΒΑΝ :

Δρ. Ἐμίλιο Νούνιεθ ΠΟΡΤΟΥΟΝΔΟ

Διὰ τὴν ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑΝ :

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 τῶν κατακεχωρισμένων εἰς τὸ πρακτικὸν ὑπογραφῆς.

ΤΖ. ΝΟΣΕΚ.

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἕπεται :

»Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7, κρίνει δὲ ὅτι τὸ νομικὸν ἀποτέλεσμα τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης συνίσταται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξὺ τοῦ διατυπώσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραψάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευομένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἑκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὴν ΔΑΝΙΑΝ :

Διὰ τὴν ΔΟΜΙΝΙΚΙΑΝΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ :

Ἰωακεὶμ Ε. ΣΑΛΑΖΑΡ
Μινέρβα ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΟ

Διὰ τὸν ΙΣΗΜΕΡΙΝΟΝ :

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσημερινοῦ ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μετὰ μιᾶς ἐπιφυλάξεως σχετιζομένης πρὸς τὰς τελευταίας λέξεις τοῦ ἄρθρου 1 δηλαδὴ τὰς λέξεις «ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως» .Πράγματι, τὸ πολιτικὸν Σύνταγμα τῆς Δημοκρατίας, εἰς τὸ ἄρθρον 22 αὐτοῦ, καθορίζει ὅτι, ἡ ἐκλογὴ εἰς τὰς λαϊκὰς ἐκλογὰς τυγχάνει ὑποχρεωτικὴ διὰ τοὺς ἄνδρας καὶ προαιρετικὴ διὰ τὰς γυναῖκας».

Ζοζὲ Β. ΤΡΟΥΧΙΛΛΟ

Διὰ τὴν ΑΙΓΥΠΤΟΝ :

Διὰ τὸ ΣΑΛΒΑΔΩΡ :

Διὰ τὴν ΑΙΘΙΟΠΙΑΝ :

Ἄτο Ζαβδὲ Γκάβρε ΧΕΓΓΟΤ

Διὰ τὴν ΓΑΛΛΙΑΝ

Μετὰ τῆς ἐπιφυλάξεως τῆς καταχωρηθείσης εἰς τὸ πρακτικὸν τῆς ὑπογραφῆς.

Μ. Χ. Λ. ΕΦΩΣΕ

Ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη ἔχει ὡς ἀκολούθως :

«Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰ εἰς ὡρισμένα ἐδάφη τηρούμενα ἔθιμα καὶ παραδόσεις, ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀναβάλῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν σχέσει πρὸς τὰς κατοικούσας εἰς τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη γυναῖκας αἵτινες ἐπικαλοῦνται τοιαῦτα ἔθιμα καὶ παραδόσεις.

Διὰ τὴν ΕΛΛΑΔΑ :

Ἀλέξιος ΚΥΡΟΥ
1 Ἀπριλίου 1953.

Διὰ τὴν ΓΟΥΑΤΕΜΑΛΑΝ :

Μετ' ἐπιφυλάξεων ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς Συμβάσεως καὶ ἐξυπακουομένου ὅτι ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ συμφώνως πρὸς τὸ Ἐθνικὸν πολιτικὸν Σύνταγμα εἰς τὰς γυναῖκας αἵτινες εἶναι πολῖται τῆς Γουατεμάλας

Ἐδουάρδο Καστίλλο ΑΡΡΙΟΛΑ

Διὰ τὴν ΧΑΪΤΗΝ :

Διὰ τὸ ΧΟΝΔΟΥΡΑΣ :

Διὰ τὴν ΙΣΛΑΝΔΙΑΝ :

Διὰ τὰς ΙΝΔΙΑΣ :

Μετὰ τῆς ἀκολούθου ἐπιφυλάξεως :

«Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμβάσεως δὲν ἐφαρμόζωνται προκειμένου περὶ στρατολογίας καὶ περὶ τῶν ὅρων ὑπηρεσίας εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν Ἰνδιῶν ἢ εἰς τὰς δυνάμεις τὰς ἐπιφορτισμένας μὲ τὴν τήρησιν τῆς δημοσίας τάξεως εἰς τὰς Ἰνδίας.»

Ραζεσβὰρ ΝΤΑΓΙΑΡ

τῇ 29 Ἀπριλίου 1953

Διὰ τὴν ΙΝΔΟΝΗΣΙΑΝ :

Λ. Ν. ΠΑΛΑΡ.

Διὰ τὸ ΙΡΑΝ :

Διὰ τὸ ΙΡΑΚ :

Διὰ τὸ ΙΣΡΑΗΛ :

Ἀμπᾶ ΕΜΠΑΝ
14 Ἀπριλίου 1953

Διὰ τὸν ΛΙΒΑΝΟΝ :

Διὰ τὴν ΛΙΒΕΡΙΑΝ:

Διὰ τὸ Μέγα Δουκᾶτον τοῦ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

Διὰ τὸ ΜΕΞΙΚΟΝ:

Μετὰ τῆς ἐπιφυλάξεως τῆς διατυπωθείσης εἰς τὴν κατατεθεῖσαν σήμερον δήλωσιν.

Ραφαὴλ ΝΤΕ ΛΑ ΚΟΛΙΝΑ

Δήλωσις:

Δηλοῦται ρητῶς ὅτι ἡ Κυβέρνησις τοῦ Μεξικοῦ δὲν θέλει καταθέσει τὸ ὄργανον αὐτῆς κυρώσεως τῆς Συμβάσεως πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς ὑπὸ κατάρτισιν ἀναθεωρήσεως τοῦ πολιτικοῦ Συντάγματος τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τοῦ Μεξικοῦ, ἥτις ἔχει ὡς ἀντικείμενον τὴν εἰς τὰς Μεξικανίδας γυναῖκας ἀπονομὴν πολιτικῶν δικαιωμάτων.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

Διὰ τὴν ΝΕΑΝ ΖΗΛΑΝΔΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΝΙΚΑΡΑΓΟΥΑΝ:

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ:

Διὰ τὸ ΠΑΚΙΣΤΑΝ:

Διὰ τὸν ΠΑΝΑΜΑΝ:

Διὰ τὴν ΠΑΡΑΓΟΥΑΗΝ:

Διὰ τὸ ΠΕΡΟΥ:

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν ΦΙΛΙΠΠΙΝΩΝ:

Διὰ τὴν ΠΟΛΩΝΙΑΝ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν σχετιζομένων πρὸς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 διατυπωθεισῶν εἰς τὸ εἰδικὸν πρακτικὸν τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Χ. ΜΠΥΡΕΚΙ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαικῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φρᾶσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξὺ τοῦ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραψάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευμένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἑκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὴν Σαουδικὴν ΑΡΑΒΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΟΥΗΔΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΥΡΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΤΑΪΛΑΝΔΗΝ:

Διὰ τὴν ΤΟΥΡΚΙΑΝ:

Διὰ τὴν ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ ΤΗΣ ΟΥΚΡΑΝΙΑΣ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 αἵτινες περιλαμβάνονται εἰς τὸ εἰδικὸν πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Α. Μ. ΜΠΑΡΑΝΟΒΣΚΥ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φρᾶσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξὺ τοῦ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραψάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.»

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευμένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἑκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν.

Διὰ τὴν ΝΟΤΙΟΑΦΡΙΚΑΝΙΚΗΝ ΕΝΩΣΙΝ:

Διὰ τὴν ΕΝΩΣΙΝ ΤΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ:

Μετὰ τῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰ ἄρθρα 7 καὶ 9 αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὸ πρωτόκολλον τὸ καταρτισθὲν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Β. Α. ΖΟΡΙΝ

Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται ἔχουσιν ὡς ἀκολούθως:

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν δηλοῖ ὅτι διαφωνεῖ πρὸς τὴν τελευταίαν φράσιν τοῦ ἄρθρου 7 κρίνει δὲ ὅτι αἱ νομικαὶ συνέπειαι μιᾶς ἐπιφυλάξεως συνίστανται εἰς τὸ ὅτι ἡ Σύμβασις ἰσχύει μεταξὺ τοῦ διατυπώσαντος ταύτην κράτους καὶ πάντων τῶν λοιπῶν συνυπογραψάντων τὴν Σύμβασιν, ἐξαιρουμένου μόνον τοῦ τμήματος τῆς παραγράφου εἰς ἣν ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν θεωρεῖ ἑαυτὴν ὡς μὴ δεσμευομένην ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9 καθ' ὃ αἱ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων μερῶν διαφοραὶ ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ὑποβάλλωνται, αἰτήσει οἱουδήποτε ἐκ τῶν διαφωνούντων μερῶν, εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης, δηλοῖ δὲ ὅτι διὰ τὴν ὑποβολὴν διαφορᾶς τινος εἰς τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης ἀπαραίτητος τυγχάνει ἡ εἰς ἑκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν συμφωνία πάντων τῶν διαφωνούντων μερῶν».

Διὰ τὸ ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

Διὰ τὰς ΗΝΩΜΕΝΑΣ ΠΟΛΙΤΕΙΑΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ:

Διὰ τὴν ΟΥΡΑΓΟΥΑΗΝ:

Διὰ τὴν ΒΕΝΕΖΟΥΕΛΑΝ:

Διὰ τὴν ΥΕΜΕΝΗΝ:

Διὰ τὴν ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΑΝ:

Λέο ΜΑΤΕΣ

Ὅ,τι ἀκριβὲς ἀντίγραφον
Διὰ τὸν Γενικὸν Γραμματέα
Κ. ΣΤΑΥΡΟΠΟΥΛΟΣ
Διευθυντὴς ἐπιφωρτισμένος
μὲ τὸ Νομικὸν Τμῆμα

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι :

Α' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	150.000
2. » » » Β'	»	100.000
3. » » » Γ'	»	100.000
4. » » Παράρτημα	»	100.000
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	»	250.000
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	»	100.000
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	50.000
8. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς :

1) Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	10.000
2) » » » Β'.	»	5.000
3) » » » Γ'	»	5.000
4) » » Παράρτημα	»	5.000
5) » » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	»	20.000
6) » » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	»	5.000
7) » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησ.	»	2.000
8) Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν :

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ.	24.000
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	1.500.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ.	300.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	150.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	»	25.000
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	300.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	»	120.000
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	»	150.000
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	»	300.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	60.000
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	100.000
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	1.000.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	25.000
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς καὶ ἀ. α.
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ